

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.601/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 20 juin 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes de sécurité", a donné le 27 juin 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat de wetgever het toepassingsgebied van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid recent verruimd heeft. Zo worden ook de interne bewakingsdiensten die op niet publiek toegankelijke plaatsen opereren, de ondernemingen voor veiligheidsadvies en de veiligheidsdiensten van openbare vervoersmaatschappijen, onderworpen aan een vergunningsplicht. De wettelijke regeling voor deze categorieën moet zo snel mogelijk geoperationaliseerd worden. Dit is zeker het geval voor wat betreft de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen. De wetgever heeft recent voorzien in de mogelijkheid tot het oprichten van specifieke veiligheidsdiensten bij de openbare vervoersmaatschappijen om zo snel mogelijk het hoofd te kunnen bieden aan de geweldplegingen ten aanzien van het personeel en de reizigers van de openbare vervoersmaatschappijen. Het is de uitdrukkelijke wil van de wetgever om deze diensten snel op een wettelijke wijze te kunnen organiseren. Dit blijkt uit de voorbereidende parlementaire werkzaamheden. «De in het ontwerp van programmawet opgenomen hervormingen vergen enige spoed» (Doc. 51 1437/028, 22). Deze diensten kunnen hun opdrachten echter niet op wettelijke wijze uitoefenen, indien de veiligheidsagenten niet over een identificatiekaart beschikken. En daarom moet ook voor deze veiligheidsagenten voorzien worden in een procedure tot het bekomen van een identificatiekaart."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Observations générales

1. L'arrêté en projet met en place, notamment en son article 6, un système destiné à permettre au personnel d'exécution au sens de l'article 1^{er}, 3°, du projet, qui travaille pour une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage et qui n'a pas encore suivi la formation prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, de disposer d'une carte d'identification provisoire.

Un tel système ne peut être admis.

En effet, il résulte de l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi que

"Les personnes qui exercent dans une entreprise service ou organisme, visé à l'article 1^{er}, une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire [...] aux conditions de formation professionnelle d'expérience professionnelle et d'examens médical et psychotechnique, arrêtées par le Roi".

Pour sa part, l'article 8, § 3, alinéas 1^{er} à 3, de la loi dispose comme suit :

"§ 3. Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise ou d'un service, visé à l'article 1^{er}, ainsi que les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1^{er}, §§ 1^{er}, 3 et 6, lorsqu'elles ont une résidence en Belgique ou lorsqu'elles n'ont pas de résidence en Belgique mais exercent des activités visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° à 7°, doivent être détentrices d'une carte d'identification dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Intérieur. L'entreprise ou le service ne pourra elle-même délivrer à son personnel aucun document analogue.

La carte d'identification est délivrée par le Ministre de l'Intérieur ou par un fonctionnaire qu'il a désigné lorsque l'intéressé satisfait aux conditions fixées aux articles 5 ou 6 de la présente loi ou, s'il n'a pas de résidence en Belgique, lorsqu'il satisfait au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, ne peuvent exercer d'activités que si elles portent la carte d'identification. Les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation de disposer d'une carte d'identification ne peuvent exercer d'activités que si elles portent une carte d'identification ou les documents définis par le Roi, dont il ressort qu'elles satisfont à toutes les conditions légales ou qu'elles satisfont au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente. Elles doivent remettre ces cartes d'identification ou documents à toute réquisition de personnes visées à l'article 16 de la présente loi."

.../...

Il résulte de ces dispositions, spécialement de l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée, qu'une carte d'identification ne peut être délivrée à une personne qui ne remplit pas toutes les conditions légales, notamment les conditions de formation professionnelle prévues par le Roi ou, dans certains cas ⁽¹⁾, des conditions offrant des garanties équivalentes.

Il s'ensuit que le Roi, lorsqu'il détermine les modalités de délivrance, de durée de validité ou de destruction des cartes d'identification, ne peut mettre en place un système dans lequel une carte d'identification - fût-elle provisoire - peut être délivrée alors que l'intéressé n'a pas encore suivi la formation à laquelle il doit satisfaire en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi.

Le texte en projet doit être revu afin d'y omettre ou de revoir celles de ses dispositions qui participent à l'organisation du régime de la "carte d'identification provisoire".

2. Le chapitre VI de l'arrêté en projet, qui comporte ses articles 17 et 18, est, selon son intitulé, relatif à l'enquête sur les conditions de sécurité ⁽²⁾, visée à l'article 7 de la loi du 10 avril 1990, précitée.

L'article 17 impose aux entreprises concernées de porter à la connaissance du ministre, dans un rapport circonstancié, les renseignements concernant tous les faits qui constituent un délit ou un crime et qui ont été commis lors de l'exercice des activités visées à l'article 1^{er} de la loi.

L'article 18 du projet règle de manière précise les rapports entre l'entreprise et le fonctionnaire visé à l'article 7, § 1^{er}, de la loi, à l'initiative duquel, selon cette loi, l'enquête sur les conditions de sécurité est effectuée. Dans ce cadre, l'article 18 institue notamment une "Commission enquêtes de sécurité".

⁽¹⁾ Notamment pour ce qui concerne les personnes visées à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, qui n'ont pas leur résidence en Belgique.

⁽²⁾ Et non pas les "enquêtes de sécurité", comme indiqué à tort dans l'intitulé de l'arrêté en projet.

Ces dispositions sont dépourvues de fondement légal.

En effet, le Conseil d'État n'aperçoit pas quelle est la disposition de la loi du 10 avril 1990, précitée, qui habiliterait le Roi à imposer aux entreprises l'obligation prévue à l'article 17 du projet.

Quant à l'enquête sur les conditions de sécurité, le Roi n'est pas habilité par la loi du 10 avril 1990, précitée, spécialement son article 7, à déterminer les modalités envisagées à l'article 18 du projet.

La seule habilitation au Roi que comporte l'article 7 de la loi a pour objet la définition des faits ou des actes visés à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi ⁽³⁾.

L'article 7, précité, comporte certes une autre habilitation, mais celle-ci est conférée au Ministre de l'Intérieur et non au Roi, et a pour objet la détermination des seules modalités selon lesquelles la personne qui fait l'objet de l'enquête sur les conditions de sécurité donne son consentement à cette enquête.

Ces habilitations sont précises et ont un objet limité. Elles ne permettent pas au Roi de régler les modalités visées à l'article 18 du projet.

Enfin, la circonstance que le Roi est habilité par l'article 8, § 3, alinéa 5, de la loi du 10 avril 1990, précitée, à fixer les modalités de délivrance, de durée de validité et de destruction des cartes d'identification, ne saurait être interprétée comme l'autorisant à régler les rapports entre le fonctionnaire visé à l'article 7 de la loi et l'entreprise concernée, en vue de la réalisation de l'enquête sur les conditions de sécurité.

Par conséquent, les articles 17 et 18 du projet, et les annexes 3 et 4 de celui-ci - auxquelles renvoie l'article 18 - sont dépourvus de fondement légal. Ils doivent donc être omis, et les autres dispositions du projet - plus spécialement celles qui mentionnent ou renvoient à ces dispositions ⁽⁴⁾ -, doivent être revues en conséquence.

⁽³⁾ L'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée, dispose comme suit : "Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} ne demande une enquête sur les conditions de sécurité que lorsqu'il a constaté que l'intéressé est connu auprès des services visés à l'alinéa 3, pour des faits ou des actes définis par le Roi".

⁽⁴⁾ Il en va essentiellement ainsi de l'article 1^{er}, 14°, de l'article 2, alinéa 2, de l'article 3, de l'article 4, et de l'article 20, § 3, du projet.

Observations particulières

Intitulé

Compte tenu de l'observation générale n° 2, il y a lieu de supprimer les mots "et à la procédure en matière d'enquêtes de sécurité".

Préambule

L'arrêté en projet ne puise pas son fondement légal dans les articles 5, 6, 7 et 9, § 4, de la loi du 10 avril 1990, précitée.

Ces dispositions ne doivent donc pas être visées au préambule, dont l'alinéa 1^{er} doit être revu en conséquence.

Dispositif

Article 7

L'article 7 du projet se borne à rappeler des règles qui résultent directement de l'article 8, § 3, de la loi du 10 avril 1990, précitée, spécialement de ses alinéas 2 et 3.

Il n'appartient pas au Roi de rappeler une règle qui découle déjà d'une disposition de nature législative. En effet, un tel procédé peut laisser penser que le Roi pourrait modifier ou supprimer la règle concernée, alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

La disposition à l'examen doit donc être omise.

Article 10

Il résulte de l'article 10, § 2, 1°, du projet que doit être jointe à la demande de carte d'identification

"(...) une preuve que le membre du personnel d'exécution a favorablement subi un examen psychotechnique en vertu de la loi, faisant apparaître l'aptitude psychique pour l'activité à laquelle a trait la fonction de l'intéressé".

Cette preuve doit être jointe aux seules demandes de carte introduite pour les personnes actives pour une entreprise de gardiennage ou un service de gardiennage.

L'article 10, § 2, 1°, du projet, appelle les observations suivantes :

1. Cette disposition doit être mise en rapport avec l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 10 avril 1990, précitée, duquel il résulte que le "personnel d'exécution" ⁽⁵⁾ doit satisfaire aux "conditions de formation professionnelle d'expérience professionnelle et d'examens médical et psychotechnique, arrêtées par le Roi".

Eu égard à cette condition légale, le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quel motif la disposition à l'examen traite du seul examen psychotechnique, et non de l'examen médical, mentionné à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°. Elle devrait être complétée en conséquence.

2. Il résulte de la combinaison de l'article 1^{er}, § 11, de la loi du 10 avril 1990, précitée, et de l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, que les agents de sécurité des services de sécurité doivent satisfaire aux conditions d'examens médical et psychotechnique arrêtées par le Roi ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Tel que défini à l'article 1^{er}, 3°, du projet.

⁽⁶⁾ En effet, d'une part, il résulte de l'article 1^{er}, § 11, de la loi que les agents de sécurité sont soumis aux obligations générales auxquelles sont soumis les agents de gardiennage d'un service interne de gardiennage, à savoir notamment l'obligation prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi; d'autre part, la dérogation à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi, prévue pour les agents de sécurité par l'article 1^{er}, § 11, alinéa 4, de la loi, ne concerne que les conditions de formation auxquelles doit répondre le personnel des services de sécurité, et non les conditions d'examens médical et psychotechnique.

Or, tel qu'il est rédigé, le texte en projet n'entend pas s'appliquer à ces agents. Il doit être complété en conséquence.

3. Enfin, contrairement à l'article 10, § 2, 2°, du projet, l'article 10, § 2, 1°, ne tient pas compte du régime transitoire organisé par l'article 22, § 3, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée.

L'article 10, § 2, 1°, doit être revu afin de prendre en compte ce régime transitoire.

Article 12

L'article 12 du projet entend déterminer, en son paragraphe 3, les documents qui doivent être joints à la demande d'une carte "définitive" d'identification.

Parmi ces documents, figure "un document, dûment rempli, portant consentement écrit d'enquête sur les conditions de sécurité, visée à l'article 7, § 2, 2^{ème} alinéa, de la loi, conformément au modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté".

Or, l'article 7, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée, dispose comme suit :

"La personne qui fait l'objet de l'enquête visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit y consentir préalablement et en une seule fois, par le biais de l'entreprise, du service ou de l'organisme pour laquelle ou lequel elle exerce ou exercera les activités visées à l'article 1^{er}, selon des modalités à déterminer par le Ministre de l'Intérieur."

Dès lors que la loi habilite elle-même directement le Ministre de l'Intérieur à déterminer les modalités selon lesquelles la personne qui fait l'objet de l'enquête consent à celle-ci par le biais de l'entreprise, du service ou de l'organisme pour laquelle ou lequel elle exerce ou exercera les activités concernées, il n'appartient pas au Roi de définir ces modalités.

.../...

Le texte en projet ne peut donc fixer le modèle du document écrit par lequel le consentement précité est donné.

L'article à l'examen doit être revu en conséquence et l'annexe 2 doit être omise.

Article 19

1. Aux termes de l'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990, précitée, c'est au Ministre de l'Intérieur ou au fonctionnaire qu'il a désigné, de délivrer les cartes d'identification.

La loi attribue donc directement au Ministre de l'Intérieur la compétence de délivrer les cartes d'identification, et c'est au Ministre lui-même qu'il appartient le cas échéant de déléguer l'exercice de cette compétence au fonctionnaire qu'il désigne à cet effet.

Il n'appartient dès lors pas au Roi, lorsqu'Il fixe les modalités de délivrance des cartes en vertu de l'article 8, § 3, alinéa 5, de la même loi, d'attribuer Lui-même à un fonctionnaire ou, plus généralement à "l'administration", un pouvoir de décision en matière de délivrance ou de refus des cartes d'identification.

L'article 19, § 1^{er}, du projet qui procède de la sorte, doit être revu en conséquence.

La même observation vaut mutatis mutandis pour les articles 20 et 23, dans la mesure où ces dispositions confèrent des pouvoirs d'audition et de décision non pas au Ministre de l'Intérieur, mais au "fonctionnaire compétent" - à savoir, selon l'article 1^{er}, 13°, du projet, le fonctionnaire visé à l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990, précitée -, pouvoirs qui dépassent ceux que lui confère l'article 7 de la loi.

2. Tel qu'il est rédigé, l'article 19 ne paraît pas prendre en compte la circonstance que, pour certaines des entreprises concernées, telles que définies à l'article 1^{er}, 5°, du projet, le personnel dirigeant et d'exécution ne doit pas répondre à toutes et chacune des conditions énumérées, selon le cas à l'article 5, alinéa 1^{er}, ou à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990, précitée ⁽⁷⁾.

Il doit être revu en conséquence.

Annexe 2

Il est renvoyé à l'observation ci-avant relative à l'article 12 du projet.

⁽⁷⁾ Voir à ce propos, l'article 5, alinéas 2 à 4, et l'article 6, alinéas 2 à 7, de la loi du 10 avril 1990, précitée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	J.-C. SCHOLSEM,	assesseurs de la section de législation,
	H. BOSLY,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.601/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 juni 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake veiligheidsonderzoeken", heeft op 27 juni 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat de wetgever het toepassingsgebied van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid recent verruimd heeft. Zo worden ook de interne bewakingsdiensten die op niet publiek toegankelijke plaatsen opereren, de ondernemingen voor veiligheidsadvies en de veiligheidsdiensten van openbare vervoersmaatschappijen, onderworpen aan een vergunningsplicht. De wettelijke regeling voor deze categorieën moet zo snel mogelijk geoperationaliseerd worden. Dit is zeker het geval voor wat betreft de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen. De wetgever heeft recent voorzien in de mogelijkheid tot het oprichten van specifieke veiligheidsdiensten bij de openbare vervoersmaatschappijen om zo snel mogelijk het hoofd te kunnen bieden aan de geweldplegingen ten aanzien van het personeel en de reizigers van de openbare vervoersmaatschappijen. Het is de uitdrukkelijke wil van de wetgever om deze diensten snel op een wettelijke wijze te kunnen organiseren. Dit blijkt uit de voorbereidende parlementaire werkzaamheden. "De in het ontwerp van programmawet opgenomen hervormingen vergen enige spoed" (Doc. 51 1437/028, 22). Deze diensten kunnen hun opdrachten echter niet op wettelijke wijze uitoefenen, indien de veiligheidsagenten niet over een identificatiekaart beschikken. En daarom moet ook voor deze veiligheidsagenten voorzien worden in een procedure tot het bekomen van een identificatiekaart."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Algemene opmerkingen

1. Bij het ontworpen besluit, inzonderheid bij artikel 6 ervan, wordt een regeling ingesteld die tot doel heeft het uitvoerend personeel in de zin van artikel 1, 3°, van het ontwerp, dat voor een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst werkt en de opleiding en vorming bepaald in artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid nog niet heeft gevolgd, te laten beschikken over een voorlopige identificatiekaart.

Zulk een regeling kan niet worden aanvaard.

Artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet luidt immers als volgt :

"De personen die in een onderneming, dienst of instelling, bedoeld in artikel 1 een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen [...] aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming, beroepservaring en medisch en psychotechnisch onderzoek".

Artikel 8, § 3, eerste tot derde lid, van de wet, zijnerzijds, luidt als volgt :

"§ 3 De personen die de werkelijke leiding hebben van een onderneming of dienst, bedoeld in artikel 1, en de personen die de in artikel 1, §§ 1, 3 en 6 bedoelde activiteiten uitvoeren moeten, indien zij een verblijfplaats hebben in België of indien zij geen verblijfplaats hebben in België, maar activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° tot 7°, houder zijn van een identificatiekaart, waarvan het model door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld. De onderneming of de dienst kan zelf geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven.

De identificatiekaart wordt afgegeven door de Minister van Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar indien de betrokkene voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 of 6 van deze wet of, als hij geen verblijfplaats heeft in België, wanneer hij minstens voldoet aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden.

De personen bedoeld in het eerste lid kunnen de activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart dragen. De personen die niet onderworpen zijn aan de verplichting tot het bezitten van een identificatiekaart, kunnen deze activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart of de documenten dragen, bepaald door de Koning, waaruit blijkt dat zij aan alle wettelijke voorwaarden of minstens aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden, voldoen. Zij moeten deze identificatiekaart of deze documenten overhandigen bij elke vordering van de personen, bedoeld in artikel 16 van deze wet."

.../...

Uit deze bepalingen, inzonderheid uit artikel 8, § 3, tweede lid, van de voormelde wet van 10 april 1990, blijkt dat geen identificatiekaart kan worden afgegeven aan een persoon die niet aan alle wettelijke voorwaarden voldoet, onder andere de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming of, in bepaalde gevallen ⁽¹⁾, voorwaarden die gelijkwaardige waarborgen bieden.

Daaruit volgt dat de Koning, wanneer Hij de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur of de vernietiging van de identificatiekaarten vaststelt, geen regeling mag invoeren waarbij een identificatiekaart - zij het een voorlopige identificatiekaart - kan worden afgegeven wanneer de betrokkene nog niet de opleiding en vorming heeft genoten welke als voorwaarde gelden krachtens artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet.

De ontworpen tekst moet worden herzien opdat de bepalingen ervan die bijdragen tot de organisatie van de regeling van een "voorlopige identificatiekaart" daaruit worden weggelaten of herzien worden.

2. Hoofdstuk VI van het ontworpen besluit, dat de artikelen 17 en 18 omvat, heeft, volgens het opschrift ervan, betrekking op het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden ⁽²⁾, waarvan sprake is in artikel 7 van de voormelde wet van 10 april 1990.

Bij artikel 17 wordt aan de betrokken ondernemingen de verplichting opgelegd om de inlichtingen betreffende alle feiten die een wanbedrijf of een misdaad opleveren en die gepleegd werden naar aanleiding van de uitoefening van activiteiten bedoeld in artikel 1 van de wet in een omstandig verslag ter kennis van de minister te brengen.

⁽¹⁾ Inzonderheid, wat betreft de personen van wie sprake is in artikel 8, § 3, eerste lid, die geen verblijfplaats hebben in België.

⁽²⁾ En niet naar de "veiligheidsonderzoeken" zoals die ten onrechte in het opschrift van het ontworpen besluit worden vermeld.

In artikel 18 van het ontwerp worden op precieze wijze de betrekkingen geregeld tussen de onderneming en de ambtenaar bedoeld in artikel 7, § 1, van de wet, op wiens initiatief volgens die wet het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden wordt gevoerd. In dat raam wordt bij artikel 18 inzonderheid een "Commissie veiligheidsonderzoeken" opgericht.

Deze bepalingen hebben geen enkele rechtsgrond.

Het is de Raad van State namelijk niet duidelijk welke bepaling van de voornoemde wet van 10 april 1990 de Koning machtigt om de ondernemingen de verplichting op te leggen waarin voorzien wordt in artikel 17 van het ontwerp.

Wat het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden betreft, wordt aan de Koning door de voornoemde wet van 10 april 1990 en inzonderheid door artikel 7 ervan, geen machtiging verleend om de nadere regels te bepalen waarvan sprake is in artikel 18 van het ontwerp.

De enige machtiging aan de Koning die vervat is in artikel 7 van de wet heeft betrekking op de definitie van de feiten of de handelingen bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, van de wet ⁽³⁾.

Het voornoemde artikel 7 bevat weliswaar een andere machtiging, maar deze wordt verleend aan de Minister van Binnenlandse Zaken en niet aan de Koning en strekt er enkel toe de nadere regels vast te leggen volgens welke de persoon op wie het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden betrekking heeft, instemt met dat onderzoek.

Die machtigingen worden nauwkeurig bepaald en hebben een beperkte doelstelling. Zij bieden de Koning niet de mogelijkheid om de nadere regels te bepalen waarvan sprake in artikel 18 van het ontwerp.

⁽³⁾ Artikel 7, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 10 april 1990 luidt als volgt : "De ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, vraagt een onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden slechts aan nadat hij heeft vastgesteld dat betrokkene gekend is bij de diensten, als bedoeld in het derde lid, voor feiten of handelingen, bepaald door de Koning".

Tot slot kan er niet van uitgegaan worden dat, omdat de Koning door artikel 8, § 3, vijfde lid, van de voornoemde wet van 10 april 1990 gemachtigd wordt om de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur en de vernietiging van identificatiekaarten te bepalen, Hij gemachtigd is om de verhoudingen te regelen tussen de ambtenaar bedoeld in artikel 7 van de wet en de betrokken onderneming, met het oog op de uitvoering van het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden.

Bijgevolg hebben de artikelen 17 en 18 van het ontwerp en de bijlagen 3 en 4 ervan - waarnaar in artikel 18 verwezen wordt - geen rechtsgrond. Deze dienen dan ook te vervallen en de overige bepalingen van het ontwerp - meer bepaald die waarin sprake is van of verwezen wordt naar die bepalingen ⁽⁴⁾ - behoren dienovereenkomstig te worden herzien.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Gelet op algemene opmerking nr. 2 behoren de woorden "en de procedure inzake veiligheidsonderzoeken" te vervallen.

Aanhef

Het ontworpen besluit put zijn rechtsgrond niet uit de artikelen 5, 6, 7 en 9, § 4, van de voornoemde wet van 10 april 1990.

Die bepalingen moeten dus niet worden vermeld in de aanhef, waarvan het eerste lid bijgevolg dient te worden herzien.

⁽⁴⁾ Dat geldt in het bijzonder voor artikel 1, 14°, artikel 2, tweede lid, artikel 3, artikel 4 en artikel 20, § 3, van het ontwerp.

Dispositief

Artikel 7

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt zich ertoe regels aan te halen die rechtstreeks voortvloeien uit artikel 8, § 3, van de voornoemde wet van 10 april 1990 en meer bepaald uit het tweede en het derde lid ervan.

Het komt de Koning niet toe een regel aan te halen die reeds voortvloeit uit een bepaling van wetgevende aard. Zulk een werkwijze zou immers de indruk kunnen wekken dat de Koning de betrokken regel kan wijzigen of opheffen, terwijl die bevoegdheid enkel aan de wetgever toekomt.

De voorliggende bepaling dient dus te vervallen.

Artikel 10

Uit artikel 10, § 2, 1°, van het ontwerp blijkt dat bij de aanvraag van de identificatiekaart het volgende gevoegd moet worden:

"(...) een bewijs dat het uitvoerend personeelslid met gunstig gevolg het krachtens de wet bepaalde psychotechnisch onderzoek heeft doorstaan, waaruit de psychische geschiktheid blijkt voor de activiteit, waarop de functie van de betrokkene betrekking heeft".

Dit bewijs dient enkel gevoegd te worden bij de aanvraag van een kaart, ingediend voor personen die werkzaam zijn voor een bewakingsonderneming of een veiligheidsdienst.

Met betrekking tot artikel 10, § 2, 1°, dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Deze bepaling dient te worden afgestemd op artikel 6, eerste lid, 5°, van de voornoemde wet van 10 april 1990, waaruit blijkt dat het "uitvoerend personeel" ⁽⁵⁾ moet voldoen aan de "door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming, beroepservaring en medisch en psychotechnisch onderzoek"

⁽⁵⁾ Zoals bepaald in artikel 1, 3°, van het ontwerp.

Gelet op deze wettelijke voorwaarde, is het de Raad van State niet duidelijk om welke reden in de voorliggende bepaling enkel sprake is van het psychotechnisch onderzoek en niet van het medisch onderzoek dat vermeld wordt in artikel 6, eerste lid, 5°. De bepaling zou dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

2. Uit artikel 1, § 11, van de voornoemde wet van 10 april 1990, juncto artikel 6, eerste lid, 5°, blijkt dat veiligheidsagenten van de veiligheidsdiensten moeten voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake medisch en psychotechnisch onderzoek ⁽⁶⁾.

Zoals de ontworpen tekst geredigeerd is, is hij evenwel niet bedoeld om op die agenten van toepassing te zijn. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

3. Ten slotte wordt, anders dan in artikel 10, § 2, 2°, van het ontwerp, in artikel 10, § 2, 1°, voorbijgegaan aan de overgangsregeling die ingesteld is bij artikel 22, § 3, tweede lid, van de voornoemde wet van 10 april 1990.

Artikel 10, § 2, 1°, dient te worden herzien opdat met die overgangsregeling rekening wordt gehouden.

Artikel 12

In artikel 12, § 3, van het ontwerp wordt bepaald welke documenten gevoegd moeten worden bij de aanvraag van een "definitieve" identificatiekaart.

⁽⁶⁾ Immers, enerzijds blijkt uit artikel 1, § 11, van de wet dat voor veiligheidsagenten algemene verplichtingen gelden die van toepassing zijn op bewakingsagenten van een interne bewakingsdienst, namelijk de verplichting waarin voorzien is in artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet; anderzijds geldt de afwijking van artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet, waarin voor veiligheidsagenten voorzien wordt door artikel 1, § 11, vierde lid, en vorming van de wet, enkel voor de voorwaarden inzake opleiding waaraan het personeel van de veiligheidsdiensten moet voldoen, en niet voor de voorwaarden inzake medisch en psychotechnisch onderzoek.

Een van die documenten is "een behoorlijk ingevuld document van schriftelijke instemming met het onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, van de wet, volgens het model gevoegd in ... bijlage 2 van dit besluit".

Artikel 7, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 10 april 1990 luidt evenwel als volgt :

"De persoon die aan het onderzoek bedoeld in § 1, eerste lid, onderworpen wordt, dient hiertoe voorafgaandelijk en eenmalig, via de onderneming, dienst of instelling waarvoor hij de activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1 uitoefent of zal uitoefenen, zijn instemming te hebben gegeven, op een door de Minister van Binnenlandse Zaken te bepalen wijze."

Doordat de Minister van Binnenlandse Zaken door de wet zelf rechtstreeks gemachtigd wordt tot het bepalen van de wijze waarop de persoon die aan het onderzoek onderworpen wordt daartoe zijn instemming geeft via de onderneming, dienst of instelling, waarvoor hij de activiteiten in kwestie uitoefent of zal uitoefenen, staat het niet aan de Koning om te bepalen op welke wijze zulks dient te geschieden.

Bij de ontworpen regeling mag dus niet het model worden bepaald van het schriftelijk document waarbij de voornoemde instemming wordt gegeven.

Het onderzochte artikel behoort dienovereenkomstig te worden herzien en bijlage 2 dient te vervallen.

Artikel 19

1. Naar luid van artikel 8, § 3, tweede lid, van de voormelde wet van 10 april 1990 dient de Minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen ambtenaar de identificatiekaarten af te geven.

De wetgever draagt dus rechtstreeks aan de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid op voor het afgeven van de identificatiekaarten, zodat het aan de Minister zelf staat om, in voorkomend geval, de uitoefening van die bevoegdheid over te dragen aan de ambtenaar die hij daartoe aanwijst.

Bijgevolg staat het niet aan de Koning om, wanneer Hij krachtens artikel 8, § 3, vijfde lid, van dezelfde wet de modaliteiten voor de toekenning van de kaarten bepaalt, zelf aan een ambtenaar of, meer in het algemeen, aan de "administratie" een beslissingsbevoegdheid op te dragen inzake de toekenning of de weigering van identificatiekaarten.

Artikel 19, § 1, van het ontwerp, waarbij zulks gebeurt, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 20 en 23, voorzover bij die bepalingen bevoegdheden inzake het horen van personen of het nemen van een beslissing niet aan de Minister van Binnenlandse Zaken worden opgedragen, maar aan de "bevoegde ambtenaar" - namelijk, volgens artikel 1, 13°, van het ontwerp, de ambtenaar bedoeld in artikel 7, § 1, van de voornoemde wet, welke bevoegdheden verder reiken dan die welke hem bij artikel 7 van de wet worden verleend.

2. Zoals artikel 19 geredigeerd is, lijkt er geen rekening in te worden gehouden met de omstandigheid dat, voor sommige van de betrokken ondernemingen, zoals bepaald in artikel 1, 5°, van het ontwerp, het leidinggevend personeel en het uitvoerend personeel niet hoeven te voldoen aan elk van de voorwaarden die, naargelang van het geval, opgesomd zijn in artikel 5, eerste lid, of artikel 6, eerste lid, van de voornoemde wet van 10 april 1990 ⁽⁷⁾.

Artikel 19 behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

⁽⁷⁾ Zie in dit verband artikel 5, tweede tot vierde lid, en artikel 6, tweede tot zevende lid, van de voormelde wet van 10 april 1990.

Bijlage 2

Er wordt verwezen naar de opmerking die hiervoor is gemaakt over artikel 12 van het ontwerp.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heren	J.-C. SHOLSEM, H. BOSLY	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS